

Art. 32. Hoofdstuk 4, ingevoegd bij artikel 28, wordt aangevuld met een artikel 694/14, luidend als volgt :
« Art. 694/14. Bij niet-nakoming van de verplichtingen waarin deze titel voorziet, kan de Regering de erkenning intrekken volgens de modaliteiten en de procedure die zij bepaalt. ».

Art. 33. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 11 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*
Stukken van het Waals Parlement, 1019 (2013-2014) Nrs. 1 tot 3.
Volledig verslag, plenaire vergadering van 11 april 2014.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202999]

11 AVRIL 2014. — Décret relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret est adopté en application de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

- 1° Communauté : la Communauté française;
- 2° Région : la Région wallonne;
- 3° Commission : la Commission communautaire française;
- 4° Parlement de la Communauté : le Parlement de la Communauté française;
- 5° Parlement wallon : le Parlement de la Région wallonne;
- 6° Assemblée : l'Assemblée de la Commission communautaire française;
- 7° Gouvernement communautaire : le Gouvernement de la Communauté française;
- 8° Gouvernement wallon : le Gouvernement de la Région wallonne;
- 9° Collège : le Collège de la Commission communautaire française;
- 10° loi spéciale : la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;
- 11° loi spéciale du 12 janvier 1989 : la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;
- 12° loi spéciale de financement : la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Art. 3. La Région et la Commission, la première sur le territoire de la région de langue française et la seconde sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, exercent les compétences de la Communauté dans les matières suivantes :

- 1° en ce qui concerne l'éducation physique, les sports et la vie en plein air, visés à l'article 4, 9°, de la loi spéciale : les infrastructures communales, provinciales, intercommunales et privées;
- 2° la promotion sociale, visée à l'article 4, 15°, de la loi spéciale;
- 3° la reconversion et le recyclage professionnels, visés à l'article 4, 16°, de la loi spéciale;
- 4° les systèmes de formation en alternance visés à l'article 4, 17°, de la loi spéciale, à l'exclusion de l'enseignement en alternance;

5° le transport scolaire, visé à l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement; les décrets et les arrêtés réglementaires sont pris de l'avis conforme du Gouvernement communautaire en ce qu'ils concernent les normes relatives au droit au transport;

6° la politique de santé, visée à l'article 5, § 1^{er}, I, de la loi spéciale, à l'exception :

a) des hôpitaux universitaires;

b) des conventions de revalidation conclues avec les hôpitaux visés au point a);

c) de l'Académie royale de médecine de Belgique;

d) de l'agrément et du contingentement des professions des soins de santé;

e) des activités et services de médecine préventive destinés aux nourrissons, aux enfants, aux élèves et aux étudiants;

f) de ce qui relève des missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE);

g) du contrôle médico-sportif;

h) de la Société scientifique de médecine générale;

7° l'aide aux personnes, visée à l'article 5, § 1^{er}, II, de la loi spéciale, à l'exception :

a) de ce qui relève des missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

b) des services « Espaces-Rencontres »;

c) de l'aide sociale aux justiciables;

d) de la protection de la jeunesse;

e) de l'aide sociale aux détenus;

f) de l'aide juridique de première ligne;

8° les prestations familiales, visées à l'article 5, § 1^{er}, IV, de la loi spéciale.

Art. 4. Dans les matières visées à l'article 3 :

1° la Région et la Commission ont les mêmes compétences que celles attribuées à la Communauté;

2° le pouvoir décretaal s'exerce collectivement, conformément aux articles 18, 19, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, 21 et 22, de la loi spéciale, selon le cas, par le Parlement wallon et le Gouvernement wallon ou par l'Assemblée et le Collège; les décrets mentionnent qu'ils règlent une matière visée à l'article 127 ou à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution;

3° le Gouvernement wallon et le Collège font, chacun en ce qui le concerne, les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des décrets, conformément à l'article 20 de la loi spéciale; les règlements et arrêtés mentionnent qu'ils règlent une matière visée à l'article 127 ou à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution;

4° la sanction et la promulgation des décrets du Parlement wallon se font de la manière prévue à l'article 54, § 3, de la loi spéciale; la sanction et la promulgation des décrets de l'Assemblée se font de la manière suivante :

« L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :
(Décret)

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*. »;

5° après promulgation, les décrets du Parlement wallon et de l'Assemblée sont publiés au *Moniteur belge* avec une traduction en langue néerlandaise; l'article 56 de la loi spéciale s'applique à ces décrets;

6° les arrêtés du Gouvernement wallon et du Collège sont publiés au *Moniteur belge* avec une traduction en langue néerlandaise; l'article 84, 1°, alinéa 2, et 2°, de la loi spéciale s'applique à ces arrêtés;

7° pour le reste, le Parlement wallon et le Gouvernement wallon ainsi que l'Assemblée et le Collège exercent leurs compétences conformément aux règles de fonctionnement prévues respectivement par ou en vertu de la loi spéciale et de la loi du 12 janvier 1989, moyennant les adaptations nécessaires.

Art. 5. Les biens meubles et immeubles de la Communauté française, tant du domaine public que du domaine privé, indispensables à l'exercice des compétences dans les matières visées à l'article 3 sont transférés, sans indemnité, à la Région et à la Commission, chacune pour ce qui la concerne.

Parmi les « biens meubles et immeubles de la Communauté française » au sens de l'alinéa 1^{er}, sont également compris les biens meubles et immeubles de l'Etat fédéral indispensables à l'exercice des compétences supplémentaires transférées à la Communauté par la loi spéciale du 26 décembre 2013 relative à la sixième réforme de l'Etat dans les matières visées à l'article 3.

Les biens meubles et immeubles de la Région et de la Commission, tant du domaine public que du domaine privé, indispensables à l'exercice des compétences de la Communauté qui étaient exercées par la Région et la Commission, en vertu de l'article 3 des décrets II et III des 19 et 22 juillet 1993 attribuant certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, et qui sont à nouveau exercées par la Communauté conformément au présent décret, sont transférés, sans indemnité, à la Communauté.

Les conditions et les modalités des transferts visées aux alinéas 1^{er} à 3 sont fixées par arrêté du Gouvernement communautaire, pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège. Les transferts sont réalisés de plein droit. Ils sont opposables aux tiers sans autre formalité dès l'entrée en vigueur de cet arrêté.

Art. 6. § 1^{er}. En vue de l'exercice des compétences attribuées à la Région et à la Commission dans les matières visées à l'article 3, des membres du personnel des services de la Communauté sont transférés à la Région et à la Commission de manière équitable et en fonction des besoins, par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège.

Par « membres du personnel des services de la Communauté », il y a lieu d'entendre également les membres des personnels des services de l'Etat qui sont transférés, conformément à l'article 88 de la loi spéciale, en vue de l'exercice des compétences supplémentaires attribuées à la Communauté par la loi spéciale du 26 décembre 2013 relative à la sixième réforme de l'Etat dans les matières visées à l'article 3.

En vue de l'exercice de compétences qui étaient exercées par la Région et la Commission, en vertu de l'article 3 des décrets II et III des 19 et 22 juillet 1993 attribuant certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, et qui sont à nouveau exercées par la Communauté conformément au présent décret, des membres du personnel des services de la Région ou de la Commission sont transférés à la Communauté par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège.

§ 2. Le Gouvernement communautaire détermine, après concertation avec les organisations représentatives du personnel, la date et les modalités du transfert des membres du personnel visés au § 1^{er}.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les membres du personnel visés au § 1^{er}, alinéa 2, sont immédiatement transférés à la Région et à la Commission à la date et selon les modalités déterminées conformément à l'article 88, § 2, de la loi spéciale.

§ 3. Les membres du personnel transférés conformément au §§ 1^{er} et 2 le sont dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité.

Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

§ 4. La rémunération et les frais de fonctionnement du personnel transféré conformément aux §§ 1^{er} et 2 sont à charge du budget, selon le cas, de la Région ou de la Commission ou de la Communauté vers laquelle il est transféré.

Art. 7. § 1^{er}. Outre les dotations prévues par l'article 7 des décrets II et III des 19 et 22 juillet 1993 attribuant certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, une dotation additionnelle est octroyée annuellement à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

§ 2. Le montant de la dotation additionnelle octroyée à la Région wallonne est égal à la somme des montants suivants :

1° un montant fixé pour l'année budgétaire 2015 à 5.820.251 euros; à partir de l'année budgétaire 2016, ce montant est adapté en le multipliant par un coefficient égal au rapport entre le montant de la dotation de la Communauté française prévue à l'article 40^{quinquies} de la loi spéciale de financement pour l'année considérée et le montant de la même dotation pour l'année budgétaire précédente;

2° les montants octroyés annuellement à la Communauté française à partir de l'année budgétaire 2015 en vertu des articles 47/5, 47/6 et 47/7 de la loi spéciale de financement, déduction faite, le cas échéant, des montants mis à charge de la Communauté française en vertu de l'article 68^{quinquies} de la loi spéciale de financement;

3° un montant fixé pour l'année budgétaire 2015 à 234.483.192 euros, dont il est déduit, le cas échéant, un montant fixé conformément à l'article 47/8, alinéa 2, de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989 dans la mesure où la déduction prévue par cet article est relative à un service situé dans la région de langue française; à partir de l'année budgétaire 2016, le montant ainsi réduit le cas échéant, est adapté conformément à l'article 47/8, alinéas 3 à 5, de la loi spéciale de financement;

4° les montants octroyés annuellement à la Communauté française à partir de l'année budgétaire 2015 en vertu de l'article 47/9, § 3, alinéa 3, de la loi spéciale de financement, déduction faite du financement assuré annuellement par l'autorité fédérale, conformément à l'article 47/9, § 4, de la loi spéciale de financement pour des investissements des infrastructures hospitalières et des services médicotéchniques qui sont transférés par le présent décret à la Région wallonne;

5° pour l'année budgétaire 2015, un montant égal à la somme :

a) de la valeur négative du montant fixé à l'article 48/1, § 1^{er}, alinéa 1, 2°, pour la Communauté française;

b) de 29,25 % des moyens octroyés à la Communauté flamande, à la Communauté française et à la Commission communautaire commune en vertu de l'article 47/7, § 2, de la loi spéciale de financement pour l'année budgétaire 2015 desquels sont déduits les moyens octroyés à la Communauté française en vertu de l'article 47/7, § 3, alinéa 1^{er}, pour l'année budgétaire 2015;

c) d'un montant résultant de la différence entre le montant de 208.479.620 euros et le montant repris au 3° pour l'année budgétaire 2015, avant la déduction éventuelle prévue sous cette même disposition;

d) de la valeur négative du montant de 44.001.224 euros;

6° pour l'année budgétaire 2016, un montant égal à la somme :

a) du montant obtenu en application du 5° pour l'année budgétaire 2015;

b) du montant obtenu par la différence entre les deux montants suivants :

- 27,07 % du montant fixé à l'article 48/1, § 4, alinéa 2, 2°, de la loi spéciale de financement avant application de la clé de répartition qui est définie à cette même disposition;

- le montant obtenu pour l'année 2016 en application du 4°;

c) un montant négatif de 45.477.841 euros;

7° pour l'année budgétaire 2017 et chacune des années budgétaires suivantes, le montant prévu au 6°, après adaptation selon les modalités définies à l'article 35^{nonies}, § 1^{er}, alinéas 4 et 5, de la loi spéciale de financement.

§ 3. Le montant de la dotation additionnelle octroyée chaque année à la Commission communautaire française est égal à la somme des montants suivants :

1° pour l'année budgétaire 2015, un montant de 2.858.693 euros; à partir de l'année budgétaire 2016, ce montant est adapté en le multipliant par un coefficient égal au rapport entre le montant de la dotation de la Communauté française prévue à l'article 40^{quinquies} de la loi spéciale de financement pour l'année considérée et le montant de la même dotation pour l'année budgétaire précédente;

2° un montant fixé pour l'année budgétaire 2015 à 560.090 euros; à partir de l'année budgétaire 2016, ce montant est adapté conformément à l'article 47/8, alinéas 3 à 5, de la loi spéciale de financement;

3° pour l'année budgétaire 2015 un montant correspondant à 1,48 % des moyens octroyés à la Communauté flamande, à la Communauté française et à la Commission communautaire commune en vertu de l'article 47/7, §§ 1^{er} et 2, de loi spéciale de financement du 16 janvier 1989, duquel est déduit le cas échéant :

a) le montant fixé en application de l'article 47/7, § 3, alinéa 2, de la loi spéciale de financement dans la mesure où la déduction prévue par cet article est relative à des services de gériatrie établis dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leur organisation, devaient être considérés au 1^{er} janvier 2013 comme appartenant exclusivement à la Communauté française;

b) les montants fixés en application de l'article 48/1, § 1^{er}, alinéas 2 et 4, dans la mesure où ces montants sont relatifs à des institutions visées à l'article 5, § 1^{er}, I, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi spéciale qui, en raison d'une modification de leur organisation, ne doivent plus être considérés comme appartenant exclusivement à la Communauté française et relèvent en conséquence de la Commission communautaire commune;

et auquel est ajouté, le cas échéant, le montant fixé en application de l'article 48/1, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, dans la mesure où ces montants sont relatifs à des institutions visées à l'article 5, § 1^{er}, I, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi spéciale qui, en raison d'une modification de leur organisation, doivent être considérés comme appartenant exclusivement à la Communauté française et ne relèvent en conséquence plus de la Commission communautaire commune; pour les années 2016 jusqu'à 2024 inclus, le montant octroyé est identique au montant octroyé en 2015; à partir de 2025 jusqu'à 2034, le montant octroyé est réduit linéairement sur dix ans jusqu'à zéro;

4^o un montant fixé pour l'année budgétaire 2015 à 52.677.231 euros duquel est déduit le cas échéant :

a) le montant fixé en application de l'article 47/8, alinéa 2, de la loi spéciale de financement dans la mesure où la déduction prévue par cet article est relative à des services spécialisés de révalidation et de traitement établis dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leur organisation, devaient être considérés au 1^{er} janvier 2013 comme appartenant exclusivement à la Communauté française;

b) les montants fixés en application de l'article 48/1, § 1^{er}, alinéas 2 et 4, dans la mesure où ces montants sont relatifs à des institutions visées à l'article 5, § 1^{er}, I, alinéa 1^{er}, 2^o, 4^o et 5^o, de la loi spéciale qui, en raison d'une modification de leur organisation, ne doivent plus être considérés comme appartenant exclusivement à la Communauté française et relèvent en conséquence de la Commission communautaire commune;

et auquel est ajouté, le cas échéant, le montant fixé en application de l'article 48/1, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, dans la mesure où ces montants sont relatifs à des institutions visées à l'article 5, § 1^{er}, I, alinéa 1^{er}, 2^o, 4^o et 5^o, de la loi spéciale qui, en raison d'une modification de leur organisation, doivent être considérés comme appartenant exclusivement à la Communauté française et ne relèvent en conséquence plus de la Commission communautaire commune; pour les années 2016 jusqu'à 2024 incluse, le montant octroyé est identique au montant octroyé en 2015; à partir de 2025 jusqu'à 2034, le montant octroyé est réduit linéairement sur dix ans jusqu'à zéro;

5^o pour les années budgétaires 2016 à 2024 incluse, un montant équivalent à 0,0685 % du montant fixé à l'article 48/1, § 4, alinéa 2, 2^o, de la loi spéciale de financement avant application de la clé de répartition qui est définie à cette même disposition; à partir de l'année budgétaire 2025 jusqu'à 2034 incluse, cette dotation est réduite linéairement sur dix ans jusqu'à zéro;

6^o pour l'année budgétaire 2015, un montant négatif de 59.546 euros;

7^o pour l'année budgétaire 2016, un montant négatif de 121.090 euros;

8^o pour l'année budgétaire 2017 et chacune des années budgétaires suivantes, le montant prévu au 7^o, après adaptation selon les modalités définies à l'article 35*nonies*, § 1^{er}, alinéas 4 et 5 de la loi spéciale de financement.

Il est déduit chaque année de la dotation visée à l'alinéa 1^{er}, le financement assuré par l'autorité fédérale, conformément à l'article 47/9, § 4, de la loi spéciale de financement, des investissements des infrastructures hospitalières et des services médicotechniques qui sont transférés par le présent décret à la Commission communautaire française.

§ 4. Dès l'entrée en vigueur des arrêtés prévus à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et pris en vue de l'exercice de compétences effectivement exercées par la Communauté jusqu'à l'entrée en vigueur du présent décret, les montants visés au § 2, 1^o; et § 3, 1^o, sont augmentés chacun d'un montant fixé par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège; ce montant ne peut être supérieur au montant total des dépenses relatives à la rémunération et aux frais de fonctionnement du personnel transféré respectivement à la Région et à la Commission par ces arrêtés.

Dès l'entrée en vigueur des arrêtés prévus à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 3, les montants visés au § 2, 1^o, et § 3, 1^o, sont diminués chacun d'un montant fixé par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège; ce montant ne peut être supérieur au montant total des dépenses relatives à la rémunération et aux frais de fonctionnement du personnel transféré respectivement de la Région et de la Commission par ces arrêtés.

§ 5. Les dotations prévues par les §§ 2 et 3 sont liquidées conformément aux modalités fixées par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège, dans le respect des principes énoncés à l'article 54, § 1^{er}, alinéa 4, et § 2, de la loi spéciale de financement le jour ouvrable suivant celui du transfert à la Communauté des moyens visés par cet article.

Art. 8. Dans l'hypothèse où des prélèvements sont effectués sur les moyens à transférer à la Communauté française en application des articles 75 ou 77 de la loi spéciale de financement en raison de dépenses effectuées par l'autorité fédérale ou des institutions fédérales dans le cadre des compétences visées à l'article 3 du présent décret, ces prélèvements sont répercutés, selon le cas, sur les montants liquidés par la Communauté à la Région ou la Commission concernée, par arrêté du Gouvernement communautaire après concertation avec le Gouvernement ou le Collège concerné.

Art. 9. A titre transitoire, durant la période du 1^{er} juillet 2014 au 31 décembre 2014, la Communauté procède, pour le compte de la Région et de la Commission, à charge des crédits ouverts par décret, aux engagements, ordonnancements et liquidations des dépenses qui résultent de l'application des décrets, des règlements ou de décisions, relativement aux compétences visées à l'article 3 qui étaient effectivement exercées par la Communauté jusqu'au 30 juin 2014.

Aucun décret, aucun arrêté et aucune décision dont la réalisation est de nature à entraîner une répercussion directe ou indirecte sur les dépenses qui sont prises en charge par la Communauté conformément à l'alinéa 1^{er} ou par une institution compétente rendue compétente par les décrets et règlements visés à l'alinéa 1^{er}, ne peut entrer en vigueur avant le 1^{er} janvier 2015, s'il n'a pas été préalablement soumis pour rapport à l'inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre communautaire compétent pour ces dépenses. Dans son rapport, qu'il remet dans les quinze jours à dater de la réception de la demande, l'inspecteur des Finances évalue le montant de la répercussion directe ou indirecte qu'aura le décret, la règle visée à l'article 134 de la Constitution, l'arrêté ou la décision sur ces dépenses telles que prévues au budget de la Communauté ou de l'institution communautaire concernée.

L'avis visé à l'alinéa 2 est communiqué au Gouvernement ou au Collège concerné, ainsi qu'au Ministre communautaire qui a le budget et les finances dans ses attributions. Celui-ci, après concertation avec le Gouvernement ou le Collège concerné, établit, sur la base du rapport de l'inspecteur des Finances, le montant provisionnel, en plus ou en moins, selon le cas, qui est imputé sur les acomptes des dotations visées à l'article 7 du décret du 22 juillet 1993 encore à verser pour l'année 2014 à l'entité concernée.

Au terme de l'exercice budgétaire 2014, le montant de l'impact des mesures prises conformément à l'alinéa 2 sur cet exercice budgétaire est fixé par arrêté du Gouvernement communautaire, sur la base du rapport de l'inspecteur des Finances, après concertation avec le Gouvernement ou le collège concerné. Ce montant, déduction faite du montant provisionnel visé à l'alinéa 3, est pris en compte, en plus ou en moins, dans le solde des dotations précitées.

Art. 10. A titre transitoire, durant la période du 1^{er} juillet 2014 au 31 décembre 2014, la Région wallonne d'une part et la Commission communautaire française d'autre part procèdent, pour le compte de la Communauté française, à charge des crédits ouverts par décrets, aux engagements, ordonnancements et liquidations des dépenses qui résultent de l'application des décrets, des règlements ou de décisions, relativement aux compétences qui sont exercées par elles, en vertu de l'article 3 des décrets II et III des 19 et 22 juillet 1993 attribuant certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, mais qui sont à nouveau exercées par la Communauté conformément au présent décret à partir du 1^{er} juillet 2014.

Aucun décret, aucun arrêté et aucune décision dont la réalisation est de nature à entraîner une répercussion directe ou indirecte sur les dépenses qui sont prises en charge par la Région wallonne ou respectivement la Commission communautaire française conformément à l'alinéa 1^{er} ou par une institution rendue compétente par les décrets et règlements visés à l'alinéa 1^{er}, ne peut entrer en vigueur avant le 1^{er} janvier 2015, s'il n'a pas été préalablement soumis pour rapport à l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre wallon ou du Ministre de la commission communautaire française compétent pour ces dépenses. Dans son rapport, qu'il remet dans les quinze jours à dater de la réception de la demande, l'Inspecteur des Finances évalue le montant de la répercussion directe ou indirecte qu'aura le décret, la règle visée à l'article 134 de la Constitution, l'arrêté ou la décision sur ces dépenses telles que prévues au budget de la région wallonne ou de respectivement la Commission communautaire française ou de l'institution concernée.

L'avis visé à l'alinéa 2 est communiqué au Gouvernement de la Communauté française, ainsi qu'au Ministre wallon ou respectivement au Ministre de la commission communautaire française qui a le budget et les finances dans ses attributions. Celui-ci, après concertation avec le Gouvernement de la Communauté française, établit, sur la base du rapport de l'inspecteur des Finances, le montant provisionnel, en plus ou en moins, selon le cas, qui est imputé sur les acomptes des dotations visées à l'article 7 du décret du 22 juillet 1993 encore à verser pour l'année 2014 à l'entité concernée.

Au terme de l'exercice budgétaire 2014, le montant de l'impact des mesures prises conformément à l'alinéa 2 sur cet exercice budgétaire est fixé par arrêté du Gouvernement ou le collège selon le cas, sur la base du rapport de l'inspecteur des Finances, après concertation avec le Gouvernement de la Communauté française. Ce montant, déduction faite du montant provisionnel visé à l'alinéa 3, est pris en compte, en plus ou en moins, dans le solde des dotations précitées.

Art. 11. § 1^{er}. Le Parlement wallon peut utiliser tous les moyens financiers qui lui reviennent en vertu de la loi spéciale de financement et en vertu des dispositions du présent décret pour le financement, tant du budget des matières visées aux articles 3 et 39 de la Constitution que du budget des matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution.

§ 2. L'Assemblée peut utiliser tous les moyens financiers qui lui reviennent en vertu de l'article 178 de la Constitution, de la loi du 12 janvier 1989, de la loi de financement et en vertu du présent décret pour le financement, tant du budget des matières visées aux articles 136, 163 et 166, § 3, de la Constitution que du budget des matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution.

Art. 12. § 1^{er}. La Région et la Commission succèdent, chacune en ce qui la concerne, aux droits et obligations de la Communauté relatifs aux compétences visées à l'article 3 ainsi qu'aux biens transférés en vertu de l'article 5, en ce compris les droits et obligations résultant de procédures judiciaires en cours et à venir.

Sont également visés les droits et obligations relatifs aux compétences supplémentaires transférées à la Communauté par la loi spéciale du 26 décembre 2013 relative à la sixième réforme de l'Etat dans les matières visées à l'article 3, auxquels la Communauté succède en vertu de l'article 61, § 8, de la loi spéciale de financement.

§ 2. La Communauté succède aux droits et obligations de la Région et de la Commission relatifs à l'exercice des compétences de la Communauté qui étaient exercées par la Région et la Commission, en vertu de l'article 3 des décrets II et III des 19 et 22 juillet 1993 attribuant certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, et qui sont à nouveau exercées par la Communauté conformément au présent décret.

Toutefois, la Région et la Commission demeurent, pour les engagements contractés avant le 1^{er} juillet 2014, liées par les obligations existant au 30 juin 2014 :

1° soit lorsque leur paiement est dû à cette date s'il s'agit de dépenses fixes ou de dépenses pour lesquelles une déclaration de créance ne doit pas être produite;

2° soit pour les autres dettes lorsqu'elles sont certaines et que leur paiement a été régulièrement réclamé à cette même date, conformément aux lois, décrets et règlements en vigueur.

§ 3. En cas de litige, la Communauté, la Région ou la Commission peut toujours, selon le cas, intervenir à la cause ou appeler à la cause l'autorité qui lui succède ou à laquelle elle succède.

Art. 13. La Communauté, la Région et la Commission concluent un accord de coopération, conformément à l'article 92bis, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980, afin de favoriser la convergence de leurs politiques dans les matières de la santé et de l'aide aux personnes.

Cet accord de coopération prévoit, en tout cas :

a) l'instauration d'un socle de principes communs visant à guider l'exercice de ces compétences;

b) la création d'une structure de concertation entre les différentes entités afin d'assurer la convergence des politiques menées sur les territoires de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, d'améliorer la gestion de ces mêmes compétences et de veiller à l'application effective des principes communs visés au point a).

Cette structure de concertation comporte un comité ministériel rassemblant des Ministres de tous les exécutifs des entités fédérées concernées, devant se réunir de façon régulière, ainsi qu'un organe de concertation composé de représentants des partenaires associés à la gestion de ces compétences qui sera chargé de rendre des avis, des recommandations et des évaluations sur la manière de concrétiser une vision politique structurante et durable de ces compétences.

Une concertation régulière des fonctionnaires dirigeants des organes administratifs concernés est organisée.

Art. 14. Les missions, biens, membres du personnel, droits et obligations des organismes publics fédéraux qui sont transférés à la Communauté, en vertu de la loi du 13 mars 1991 relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, dans les matières visées à l'article 3, sont immédiatement retransférés de manière équitable et en fonction des besoins à la Région et à la Commission par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège.

Art. 15. Le présent décret abroge et remplace le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, à l'exception des articles 7, 9, alinéa 2, 10, § 1^{er}, 11, 3^o, et 14, alinéa 2, de ce décret.

Art. 16. Le présent décret entre en vigueur le jour où entre en vigueur l'accord de coopération visé à l'article 13. Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—————
Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement wallon, 923 (2013-2014) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 11 avril 2014.

Discussion.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202999]

11 APRIL 2014. — **Decreet betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt** (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet wordt aangenomen overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1^o Gemeenschap : de Franse Gemeenschap;

2^o Gewest : het Waalse Gewest;

3^o Commissie : de Franse Gemeenschapscommissie;

4^o Parlement van de Gemeenschap : het Parlement van de Franse Gemeenschap;

5^o Waals Parlement : het Parlement van het Waalse Gewest;

6^o Vergadering : de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie;

7^o Gemeenschapsregering : de Regering van de Franse Gemeenschap

8^o Waalse Regering : de Regering van het Waalse Gewest;

9^o College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

10^o bijzondere wet : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

11^o bijzondere wet van 12 januari 1989 : de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

12° bijzondere financieringswet : de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Art. 3. Het Gewest, op het grondgebied van het Franse taalgebied, en de Commissie, op het grondgebied van het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest, oefenen de bevoegdheden van de Gemeenschap uit in de volgende aangelegenheden :

1° wat betreft lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens, bedoeld in artikel 4, 9°, van de bijzondere wet : de gemeentelijke, provinciale, intercommunale en privé infrastructuur;

2° de sociale promotie, zoals bedoeld in artikel 4°, 15, van de bijzondere wet;

3° de beroepsomscholing en -bijscholing, zoals bedoeld in artikel 4, 16°, van de bijzondere wet;

4° de stelsels inzake alternerende opleiding bedoeld in artikel 4, 17°, van de bijzondere wet, met uitsluiting van het alternerend onderwijs;

5° het schoolvervoer, bedoeld in artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving; de decreten en reglementaire besluiten worden genomen na eensluidend advies van de Gemeenschapsregering wat betreft de normen i.v.m. het recht op vervoer;

6° het gezondheidsbeleid, bedoeld in artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet, met uitzondering van:

a) de universitaire ziekenhuizen;

b) de revalidatieovereenkomsten gesloten met de ziekenhuizen bedoeld onder punt a);

c) de « Académie royale de Médecine de Belgique » (Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België);

d) de erkenning en de contingentering van de gezondheidszorgberoepen;

e) de activiteiten en diensten inzake preventieve geneeskunde voorbehouden aan babies, kinderen, leerlingen en studenten;

f) wat ressorteert onder de opdrachten toevertrouwd aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) » (Kind en Gezin);

g) de sportmedische controle;

h) de Wetenschappelijke maatschappij voor algemene geneeskunde;

7° de bijstand aan personen, bedoeld in artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet, met uitzondering van :

f) wat ressorteert onder de opdrachten toevertrouwd aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

b) de diensten « Espaces-Rencontres »;

c) de sociale hulpverlening aan de rechtsonderhorigen;

d) de jeugdbescherming;

e) de sociale hulpverlening aan de gevangenen;

f) eerstelijns-rechtsbijstand;

8° de gezinsbijslag bedoeld in artikel 5, § 1, IV, van de bijzondere wet.

Art. 4. In de aangelegenheden bedoeld in artikel 3 :

1° hebben het Gewest en de Commissie dezelfde bevoegdheden als die welke aan de Gemeenschap zijn toegewezen;

2° de decretaal macht wordt, overeenkomstig de artikelen 18, 19, § 1, eerste lid, en § 2, 21 en 22, van de bijzondere wet, naar gelang van het geval gezamenlijk uitgeoefend door het Waals Parlement en de Waalse Regering of door de Vergadering en het College; de decreten bepalen dat ze een in artikel 127 of artikel 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid regelen, krachtens artikel 138 van de Grondwet;

2° de Waalse Regering en het College maken, ieder wat hem betreft, de reglementen en besluiten die nodig zijn voor de uitvoering van de decreten, overeenkomstig artikel 20 van de bijzondere wet; de reglementen en besluiten bepalen dat ze een in artikel 127 of artikel 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid regelen, krachtens artikel 138 van de Grondwet;

4° de decreten van het Waals Parlement worden bekrachtigd en afgekondigd op de wijze bepaald bij artikel 54, § 3, van de bijzondere wet; de decreten van de vergadering worden bekrachtigd en afgekondigd als volgt :

« De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

(Decreet)

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. »;

5° na afkondiging worden de decreten van het Waals Parlement en van de Vergadering in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt met een vertaling in het Nederlands; artikel 56 van de bijzondere wet is van toepassing op die besluiten;

6° de besluiten van de Waalse Regering en van het College worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt met een vertaling in het Nederlands; artikel 84, 1°, tweede lid, en 2°, van de bijzondere wet is van toepassing op die besluiten;

7° voor het overige oefenen het Waals Parlement en de Waalse Regering alsook de Vergadering en het College hun bevoegdheden uit overeenkomstig de werkingsregels bepaald bij of krachtens, respectievelijk, de bijzondere wet en de wet van 12 januari 1989, met de nodige aanpassingen.

Art. 5. De roerende en onroerende goederen van de Franse Gemeenschap, zowel van het openbare als van het privé domein, die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de bevoegdheden in de aangelegenheden bedoeld in artikel 3 worden zonder vergoeding overgedragen aan het Gewest en aan de Commissie, elk wat hem/haar betreft.

De « roerende en onroerende goederen van de Franse Gemeenschap » in de zin van het eerste lid omvatten ook de roerende en onroerende goederen van de Federale Staat die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de bijkomende bevoegdheden die aan de Gemeenschap zijn overgedragen bij de bijzondere wet van 26 december 2013 betreffende de zesde staatsvorming in de aangelegenheden bedoeld in artikel 3.

De roerende en onroerende goederen van het Gewest en van de Commissie, zowel van het openbare als van het privé domein, die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de bevoegdheden van de Gemeenschap, die krachtens artikel 3 van de decreten II en III van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie door het Gewest en de Commissie uitgeoefend werden en overeenkomstig dit decreet opnieuw door de Gemeenschap uitgeoefend worden, worden zonder vergoeding aan de Gemeenschap overgedragen.

De voorwaarden en modaliteiten voor de overdrachten bedoeld in de leden 1 tot 3 worden bepaald bij besluit van de Gemeenschapsregering, genomen na eensluidend advies van de Waalse Regering en van het College. De overdrachten worden van rechtswege uitgevoerd. Ze zijn zonder andere formaliteit inroepbaar tegen derden zodra dat besluit in werking treedt.

Art. 6. § 1. Met het oog op de uitoefening van de bevoegdheden toegekend aan het Gewest en aan de Commissie in de aangelegenheden bedoeld in artikel 3 worden personeelsleden van de diensten van de Gemeenschap op billijke wijze en naar gelang van de behoeften naar het Gewest en de Commissie overgeplaatst bij besluit van de Gemeenschapsregering genomen na eensluidend advies van de Waalse Regering en het College.

Onder « personeelsleden van de diensten van de Gemeenschap » wordt ook verstaan de personeelsleden van de Rijksdiensten die overeenkomstig artikel 88 van de bijzondere wet worden overgeplaatst met het oog op de uitoefening van de bijkomende bevoegdheden die aan de Gemeenschap zijn toegekend bij de bijzondere wet van 26 december 2013 betreffende de zesde staats hervorming in de aangelegenheden bedoeld in artikel 3.

Met het oog op de uitoefening van bevoegdheden die krachtens artikel 3 van de decreten II en III van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie door het Gewest en de Commissie uitgeoefend werden en overeenkomstig dit decreet opnieuw door de Gemeenschap uitgeoefend worden, worden personeelsleden van de diensten van het Gewest of van de Commissie naar de Gemeenschap overgeplaatst bij besluit van de Gemeenschapsregering genomen na eensluidend advies van de Waalse Regering en het College.

§ 2. De Gemeenschapsregering bepaalt, na overleg met de representatieve organisaties van het personeel, de datum en de modaliteiten van de overplaatsing van de personeelsleden bedoeld in § 1.

In afwijking van het eerste lid worden de in § 1, tweede lid, bedoelde personeelsleden onmiddellijk naar het Gewest en de Commissie overgeplaatst op de datum en volgens de modaliteiten bepaald overeenkomstig artikel 88, § 2, van de bijzondere wet.

§ 3. De personeelsleden overgeplaatst overeenkomstig de §§ 1 en 2 worden overgeplaatst in hun graad of een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid.

Zij behouden minstens de bezoldiging en de geldelijke anciënniteit die zij hadden of zouden verkregen hebben indien zij het ambt dat zij bij hun overplaatsing bekleedden, verder hadden uitgeoefend in hun dienst van herkomst.

§ 4. De bezoldiging en de werkingskosten van het overeenkomstig de §§ 1 en 2 overgeplaatste personeel zijn voor rekening van de begroting van het Gewest, van de Commissie of van de Gemeenschap, naar gelang van het geval.

Art. 7. § 1. Naast de dotaties bepaald bij artikel 7 van de decreten II en III van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, wordt jaarlijks een aanvullende dotatie toegekend aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 2. Het bedrag van de aanvullende dotatie die aan het Waalse Gewest wordt toegekend, is gelijk aan de som van de volgende bedragen :

1° een bedrag vastgelegd op 5.820.251 euro voor het jaar 2015; vanaf het begrotingsjaar 2016 wordt dat bedrag aangepast na vermenigvuldiging met een coëfficiënt gelijk aan de verhouding tussen het bedrag van de dotatie van de Franse Gemeenschap bepaald bij artikel 40*quinquies* van de bijzondere financieringswet voor bedoeld jaar en het bedrag van dezelfde dotatie voor het vorige begrotingsjaar;

2° de bedragen die vanaf het begrotingsjaar 2015 jaarlijks aan de Franse Gemeenschap worden toegekend krachtens de artikelen 47/5, 47/6 en 47/7 van de bijzondere financieringswet, desgevallend na aftrek van de bedragen ten laste van Franse Gemeenschap krachtens artikel 68*quinquies* van de bijzondere financieringswet;

3° een bedrag vastgelegd op 234.483.192 euro voor het jaar 2015, desgevallend na aftrek van een bedrag vastgelegd overeenkomstig artikel 47/8, tweede lid, van de bijzondere financieringswet van 16 januari 1989 voor zover de aftrek waarin dat artikel voorziet betrekking heeft op een dienst gelegen in het Franse taalgebied; vanaf het begrotingsjaar 2016 wordt het bedrag, desgevallend verminderd, aangepast overeenkomstig artikel 47/8, leden 3 tot 5, van de bijzondere financieringswet;

4° de bedragen die vanaf het begrotingsjaar 2015 jaarlijks aan de Franse Gemeenschap worden toegekend krachtens artikel 47/9, § 3, derde lid, van de bijzondere financieringswet, na aftrek van de financiering die overeenkomstig artikel 47/9, § 4, van de bijzondere financieringswet jaarlijks door de federale overheid gegarandeerd wordt voor investeringen betreffende ziekenhuisinfrastructuur en medisch-technische diensten die bij dit decreet aan het Waalse Gewest overgedragen worden;

5° voor het begrotingsjaar een bedrag gelijk aan de som van :

a) de negatieve waarde van het bedrag dat vastligt in artikel 48/1, § 1, eerste lid, 2°, voor de Franse Gemeenschap;

b) 29,25 % van de middelen toegekend aan de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie krachtens artikel 47/7, § 2, van de bijzondere financieringswet voor het begrotingsjaar 2015, na aftrek van de middelen die voor het begrotingsjaar 2015 aan de Franse Gemeenschap toegekend worden krachtens artikel 47/7, § 3, eerste lid;

c) een bedrag dat resulteert uit het verschil tussen het bedrag van 208.479.620 euro en het bedrag opgenomen onder punt 3° voor het begrotingsjaar 2015, voor de eventuele aftrek waarin dezelfde bepaling voorziet;

d) de negatieve waarde van het bedrag van 44.001.224 euro;

6° voor het begrotingsjaar 2016, een bedrag gelijk aan de som van :

a) het bedrag verkregen overeenkomstig punt 5° voor het begrotingsjaar 2015;

b) het bedrag verkregen door het verschil tussen de twee volgende bedragen :

- 27,07 % van het bedrag dat vastligt in artikel 48/1, § 4, tweede lid, 2°, van de bijzondere financieringswet voor de toepassing van de verdeelsleutel bedoeld in dezelfde bepaling;

- het bedrag verkregen voor het jaar 2016 overeenkomstig punt 4°;

c) een negatief bedrag van 45.477.841 euro;

7° voor het begrotingsjaar 2017 en elk van de volgende begrotingsjaren, het bedrag bedoeld onder punt 6°, na aanpassing volgens de modaliteiten omschreven in artikel 35*nonies*, § 1, vierde en vijfde lid, van de bijzondere financieringswet.

§ 3. Het bedrag van de aanvullende dotatie die aan de Franse Gemeenschapscommissie wordt toegekend, is gelijk aan de som van de volgende bedragen :

1° een bedrag van 2.858.693 euro voor het begrotingsjaar 2015; vanaf het begrotingsjaar 2016 wordt dat bedrag aangepast na vermenigvuldiging met een coëfficiënt gelijk aan de verhouding tussen het bedrag van de dotatie van de Franse Gemeenschap bepaald bij artikel 40*quinquies* van de bijzondere financieringswet voor bedoeld jaar en het bedrag van dezelfde dotatie voor het vorige begrotingsjaar;

2° een bedrag vastgelegd op 560.090 euro voor het begrotingsjaar 2015; vanaf het begrotingsjaar 2016 wordt dat bedrag aangepast overeenkomstig artikel 47/8, leden 3 tot 5, van de bijzondere financieringswet;

3° voor het begrotingsjaar 2015 een bedrag gelijk aan 1,48 % van de middelen toegekend aan de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie krachtens artikel 47/7, §§ 1 en 2, van de bijzondere financieringswet van 16 januari 1989, desgevallend na aftrek van :

a) het bedrag vastgelegd overeenkomstig artikel 47/7, § 3, tweede lid, van de bijzondere financieringswet voor zover de aftrek waarin dat artikel voorziet betrekking heeft op geriatriediensten gevestigd in het tweetalige Brussels Hoofdstedelijk Gewest die vanwege hun organisatie op 1 januari 2013 beschouwd moesten worden als diensten die uitsluitend aan de Franse Gemeenschap toebehoren;

b) de bedragen vastgelegd overeenkomstig artikel 48/1, § 1, tweede en vierde lid, voor zover ze betrekking hebben op instellingen bedoeld in artikel 5, § 1, I, eerste lid, 3°, van de bijzondere wet die vanwege een wijziging in hun organisatie niet meer beschouwd moeten worden als diensten die uitsluitend aan de Franse Gemeenschap toebehoren en bijgevolg onder de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ressorteren;

en waaraan desgevallend het overeenkomstig artikel 48/1, § 1, derde en vierde lid, vastgelegde bedrag toegevoegd wordt voor zover die bedragen betrekking hebben op instellingen bedoeld in artikel 5, § 1, I, eerste lid, 3°, van de bijzondere wet die vanwege een wijziging in hun organisatie beschouwd moeten worden als diensten die uitsluitend aan de Franse Gemeenschap toebehoren en bijgevolg niet meer onder de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ressorteren; voor de jaren 2016 tot en met 2024, is het toegekende bedrag identiek aan het bedrag toegekend in 2015; van 2025 tot 2034 wordt het toegekende bedrag lineair verminderd tot nul over tien jaar;

4° een bedrag vastgelegd op 52.677.231 euro voor het begrotingsjaar 2015, desgevallend na aftrek van :

a) het bedrag vastgelegd overeenkomstig artikel 47/8, tweede lid, van de bijzondere financieringswet voor zover de aftrek waarin dat artikel voorziet betrekking heeft op gespecialiseerde revalidatie- en behandelingsdiensten gevestigd in het tweetalige Brussels Hoofdstedelijk Gewest die vanwege hun organisatie op 1 januari 2013 beschouwd moesten worden als diensten die uitsluitend deel uitmaken van de Franse Gemeenschap;

b) de bedragen vastgelegd overeenkomstig artikel 48/1, § 1, tweede en vierde lid, voor zover ze betrekking hebben op instellingen bedoeld artikel 5, § 1, I, eerste lid, 2°, 4° en 5°, van de bijzondere wet die vanwege een wijziging in hun organisatie niet meer beschouwd moeten worden als diensten die uitsluitend aan de Franse Gemeenschap toebehoren en bijgevolg onder de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ressorteren;

en waaraan desgevallend het overeenkomstig artikel 48/1, § 1, derde en vierde lid, vastgelegde bedrag toegevoegd wordt voor zover die bedragen betrekking hebben op instellingen bedoeld in artikel 5, § 1, I, eerste lid, 2°, 4° en 5°, van de bijzondere wet die vanwege een wijziging in hun organisatie beschouwd moeten worden als diensten die uitsluitend aan de Franse Gemeenschap toebehoren en bijgevolg niet meer onder de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ressorteren; voor de jaren 2016 tot en met 2024 is het toegekende bedrag identiek aan het bedrag toegekend in 2015; van 2025 tot 2034 wordt het toegekende bedrag lineair verminderd tot nul over tien jaar;

5° voor de begrotingsjaren 2016 tot en met 2024 een bedrag gelijk aan 0,0685 % van het bedrag dat vastligt in artikel 48/1, § 4, tweede lid, 2°, van de bijzondere financieringswet voor de toepassing van de verdeelsleutel bedoeld in dezelfde bepaling; vanaf het begrotingsjaar 2025 tot en met 2034 wordt die dotatie lineair verminderd tot nul over tien jaar;

6° voor het begrotingsjaar 2015, een negatief bedrag van 59.546 euro;

7° voor het begrotingsjaar 2016, een negatief bedrag van 121.090 euro;

8° voor het begrotingsjaar 2017 en elk van de volgende begrotingsjaren, het bedrag bedoeld onder punt 7°, na aanpassing volgens de modaliteiten omschreven in artikel 35*nonies*, § 1, vierde en vijfde lid, van de bijzondere financieringswet.

De overeenkomstig artikel 47/9, § 4, van de bijzondere financieringswet gegarandeerde financiering door de federale overheid van de investeringen betreffende de ziekenhuisinfrastructuur en medisch-technische diensten die bij dit decreet aan de Franse Gemeenschapscommissie worden overgedragen, wordt elk jaar afgetrokken van de dotatie bedoeld in het eerste lid.

§ 4. Vanaf de inwerkingtreding van de besluiten waarin artikel 6, § 1, eerste lid, voorziet en die genomen worden met het oog op de uitoefening van door de Franse Gemeenschap effectief uitgeoefende bevoegdheden tot de inwerkingtreding van dit decreet, wordt elk van de in § 2, 1°, en § 3, 1°, bedoelde bedragen verhoogd met een bedrag dat vastgelegd wordt bij besluit van de Gemeenschapsregering genomen na eensluitend advies van de Waalse Regering en het College; dat bedrag mag niet hoger zijn dan het totaalbedrag van de uitgaven betreffende de bezoldiging en de werkingskosten van het personeel dat bij die besluiten respectievelijk naar het Gewest en de Commissie overgeplaatst wordt.

Vanaf de inwerkingtreding van de besluiten waarin artikel 6, § 1, derde lid, voorziet worden de in § 2, 1°, en § 3, 1°, bedoelde bedragen verminderd met een bedrag dat vastgelegd wordt bij besluit van de Gemeenschapsregering genomen na eensluitend advies van de Waalse Regering en het College; dat bedrag mag niet hoger zijn dan het totaalbedrag van de uitgaven betreffende de bezoldiging en de werkingskosten van het personeel dat bij die besluiten respectievelijk naar het Gewest en de Commissie overgeplaatst wordt.

§ 5. De dotaties bedoeld in de §§ 2 en 3 worden uitbetaald op de werkdag na die waarop de in dit artikel bedoelde middelen aan de Gemeenschap overgedragen worden, overeenkomstig de modaliteiten die vastgelegd worden bij besluit van de Gemeenschapsregering genomen na eensluitend advies van de Waalse Regering en het College en met inachtneming van de beginselen vermeld in artikel 54, § 1, vierde lid, en § 2, van de bijzondere financieringswet.

Art. 8. Als wegens de uitgaven die door de federale overheid of federale instellingen gedaan worden in het kader van de bevoegdheden bedoeld in artikel 3 van dit decreet inhoudingen verricht worden op de overeenkomstig de artikelen 75 of 77 van de bijzondere financieringswet aan de Franse Gemeenschap over te dragen middelen, worden die inhoudingen na overleg met de betrokken Regering of met het College bij besluit van de Gemeenschapsregering afgewenteld op de bedragen betaald door de Gemeenschap aan het Gewest of aan de betrokken Commissie, naar gelang van het geval.

Art. 9. Bij wijze van overgangsmaatregel gaat de Gemeenschap gedurende de periode van 1 juli 2014 tot 31 december 2014 voor rekening van het Gewest en van de Commissie ten laste van de bij decreet geopende kredieten over tot de vastleggingen, ordonnanceringen en uitbetalingen van de uitgaven die resulteren uit de toepassing van de decreten, reglementen of beslissingen i.v.m. de in artikel 3 bedoelde bevoegdheden die de Gemeenschap effectief uitoefende tot 30 juni 2014.

Geen decreet, besluit en beslissing waarvan de uitvoering aanleiding geeft tot een rechtstreekse of onrechtstreekse afwenteling op de uitgaven die door de Gemeenschap ten laste genomen worden overeenkomstig het eerste lid of door een bevoegde instelling die bevoegd verklaard wordt bij de decreten en reglementen bedoeld in het eerste lid, mag in werking treden voor 1 januari 2015 als het/ze niet vooraf het voorwerp heeft uitgemaakt van een rapport aan de inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Minister van de Gemeenschap bevoegd voor die uitgaven. In zijn rapport, dat hij overmaakt binnen vijftien dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de aanvraag, evalueert de Inspecteur van Financiën het bedrag van de rechtstreekse of onrechtstreekse omwenteling dat het decreet, de bepaling opgenomen in artikel 134 van de Grondwet of de beslissing opleggen voor die uitgaven zoals voorzien op de begroting van de Gemeenschap of van de betrokken gemeenschappelijke instelling.

Het advies bedoeld in het tweede lid wordt meegedeeld aan de betrokken Regering of aan het betrokken College, alsook aan de gemeenschappelijke Minister die voor de begroting en de financiën bevoegd is. Op basis van het rapport van de inspecteur van Financiën en na overleg met de betrokken Regering of het College legt laatstgenoemde Minister in meer of in minder, al naar gelang van het geval, het provisionele bedrag vast dat in mindering gebracht wordt van de voorschotten van de dotaties bedoeld in artikel 7 van het decreet van 22 juli 1993 die nog aan de betrokken entiteit gestort moeten worden voor het jaar 2014.

Aan het einde van het begrotingsjaar 2014 wordt het bedrag van de uitwerking van de overeenkomstig het tweede lid genomen maatregelen op dat begrotingsjaar bij besluit van de Gemeenschapsregering vastgelegd op basis van het rapport van de inspecteur van Financiën, na overleg met de betrokken Regering of het College. Na aftrek van het provisionele bedrag bedoeld in het derde lid wordt dat bedrag in meer of in min in aanmerking genomen in het saldo van voornoemde dotaties.

Art. 10. Bij wijze van overgangsmaatregel gaan het Waalse Gewest, enerzijds, en de Franse Gemeenschapscommissie, anderzijds, gedurende de periode van 1 juli 2014 tot 31 december 2014 voor rekening van de Franse Gemeenschap ten laste van de bij decreten geopende kredieten over tot de vastleggingen, ordonnanceringen en uitbetalingen van de uitgaven die resulteren uit de toepassing van de decreten, reglementen of beslissingen i.v.m. de bevoegdheden die door hen uitgeoefend worden krachtens artikel 3 van de decreten II en III van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, maar die krachtens dit decreet vanaf 1 juli 2014 opnieuw door de Gemeenschap uitgeoefend worden.

Geen decreet, besluit of beslissing waarvan de uitvoering aanleiding geeft tot een rechtstreekse of onrechtstreekse afwenteling op de uitgaven die door het Waalse Gewest of de Franse Gemeenschapscommissie laste genomen worden overeenkomstig het eerste lid of door een bevoegde instelling die bevoegd verklaard wordt bij de decreten en reglementen bedoeld in het eerste lid, mag in werking treden voor 1 januari 2015 als het/ze niet vooraf het voorwerp heeft uitgemaakt van een rapport aan de inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Waalse Minister of bij de Minister van Franse Gemeenschapscommissie bevoegd voor die uitgaven. In zijn rapport, dat hij overmaakt binnen vijftien dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de aanvraag, evalueert de inspecteur van Financiën het bedrag van de rechtstreekse of onrechtstreekse afwenteling dat het decreet, de bepaling opgenomen in artikel 134 van de Grondwet, het besluit of de beslissing zal opleggen voor die uitgaven zoals voorzien op de begroting van het Waalse Gewest of van, respectievelijk, de Franse Gemeenschapscommissie of de betrokken instelling.

Het advies bedoeld in het tweede lid wordt meegedeeld aan de Regering van de Franse Gemeenschap, alsook aan de Waalse Minister of aan de Minister van de Franse Gemeenschapscommissie die voor de begroting en de financiën bevoegd is. Op basis van het rapport van de inspecteur van Financiën en na overleg met de Regering van de Franse Gemeenschap legt laatstgenoemde Minister in meer of in min, al naar gelang van het geval, het voorlopige bedrag vast dat in mindering gebracht wordt van de voorschotten van de dotaties bedoeld in artikel 7 van het decreet van 22 juli 1993 die nog aan de betrokken entiteit gestort moeten worden voor het jaar 2014.

Aan het einde van het begrotingsjaar 2014 wordt het bedrag van de uitwerking van de overeenkomstig het tweede lid genomen maatregelen op dat begrotingsjaar bij besluit van de Regering of van het College vastgelegd op basis van het rapport van de inspecteur van Financiën, na overleg met de Regering van de Franse Gemeenschap. Na aftrek van het provisionele bedrag bedoeld in het derde lid wordt dat bedrag in meer of in min in aanmerking genomen in het saldo van voornoemde dotaties.

Art. 11. § 1. Het Waals Parlement kan gebruik maken van alle middelen die hem toekomen krachtens de bijzondere financieringswet en de bepalingen van dit decreet voor de financiering van zowel de begroting van de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 3 en 39 van de Grondwet als de begroting van de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

§ 2. De Vergadering kan gebruik maken van alle middelen die haar toekomen krachtens artikel 178 van de Grondwet, de wet van 12 januari 1989, de financieringswet en dit decreet voor de financiering van zowel de begroting van de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 136, 163 en 166, § 3, van de Grondwet als de begroting van de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 12. § 1. Het Gewest en de Commissie erven, elk wat hem/haar betreft, de rechten en plichten van de Gemeenschap i.v.m. de bevoegdheden bedoeld in artikel 3 alsook de krachtens artikel 5 overgedragen goederen, met inbegrip van de rechten en plichten die voortvloeien uit lopende en komende gerechtelijke procedures.

Het gaat hier ook om de rechten en plichten m.b.t. de bijkomende bevoegdheden overgedragen aan de Gemeenschap bij de bijzondere wet van 26 december 2013 betreffende de zesde staatshervorming in de aangelegenheden bedoeld in artikel 3, die de Gemeenschap erft krachtens artikel 61, § 8, van de bijzondere financieringswet.

§ 2. De Gemeenschap erft de rechten en plichten van het Gewest en de Commissie i.v.m. de uitoefening van de bevoegdheden van de Gemeenschap die krachtens artikel 3 van de decreten II en III van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie door het Gewest en de Commissie uitgeoefend werden en overeenkomstig dit decreet opnieuw door de Gemeenschap uitgeoefend worden.

Voor de verbintenissen aangegaan voor 1 juli 2014 blijven het Gewest en de Commissie evenwel gebonden door de verplichtingen die op 30 juni 2014 bestaan :

1° hetzij wanneer de betaling ervan op die datum verschuldigd is als het gaat om vaste uitgaven of om uitgaven waarvoor geen schuldvoorderingsaangifte overgelegd moet worden;

2° hetzij voor de overige schulden als ze vastliggen en de betaling ervan rechtmatig opgeëist werd op dezelfde datum, overeenkomstig de vigerende wetten, decreten en reglementen.

§ 3. In geval van geschil kan de Gemeenschap, het Gewest of de Commissie altijd, al naar gelang van het geval, altijd in de zaak tussenkomen of de overheid die haar opvolgt of die ze opvolgt bij de zaak betrekken.

Art. 13. De Gemeenschap, het Gewest en de Commissie sluiten overeenkomstig artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 een samenwerkingsovereenkomst ter bevordering van de convergentie van hun beleidslijnen inzake gezondheidszorg en hulpverlening aan personen.

Die samenwerkingsovereenkomst voorziet hoe dan ook in :

a) de invoering van een sokkel van gemeenschappelijke beginselen met het oog op de begeleiding van de uitoefening van die bevoegdheden;

b) de oprichting van een structuur voor overleg tussen de verschillende entiteiten met het oog op de convergentie van het beleid gevoerd op het grondgebied van het Franse taalgebied en van het tweetalige Brussels-Hoofdstedelijk Gewest, om het beheer van dezelfde bevoegdheden te verbeteren en om te zorgen voor de toepassing van de gemeenschappelijke beginselen bedoeld onder punt a).

Die overlegstructuur omvat een ministerieel comité dat samengesteld is uit de Ministers van alle executieven van de betrokken deelstaten, die regelmatig moeten vergaderen, alsook een overlegorgaan dat samengesteld is uit de vertegenwoordigers van de partners betrokken bij het beheer van die bevoegdheden en dat belast wordt met het uitbrengen van adviezen, aanbevelingen en evaluaties over de wijze waarop een structurende en duurzame beleidsvisie van die bevoegdheden geconcretiseerd kan worden.

Er wordt regelmatig overleg gepleegd met de leidend ambtenaren van de betrokken administratieve organen.

Art. 14. De opdrachten, goederen, personeelsleden, rechten en plichten van de federale overheidsinstellingen die krachtens de wet van 13 maart 1991 betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten worden, in de aangelegenheden bedoeld in artikel 3, onmiddellijk op billijke wijze en naar gelang van de behoeften opnieuw aan het Gewest en aan de Commissie overgedragen bij besluit van de Gemeenschapsregering genomen na eensluidend advies van de Waalse Regering en het College.

Art. 15. Het decreet II van 22 juli 1993 houdende overdracht van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt bij dit decreet opgeheven en vervangen, met uitzondering van de artikelen 7, 9, tweede lid, 10, § 1, 11, 3°, en 14, tweede lid, van dat decreet.

Art. 16. Dit decreet treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van de samenwerkingsovereenkomst bedoeld in artikel 13.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement 923 (2013-2014) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire zitting van 11 april 2014.

Bespreking.

Stemming.